

Sarah Knafo, Le casse du siècle (Fayard, septembre 2026)

Note de lecture de Léon Régent

L'auteure

Née en 1993, Sarah Knafo est une femme politique française d'extrême droite. Étant étudiante, elle a vécu en couple avec Louis Sarkozy. Énarque, magistrate à la Cour des comptes, elle dirige la campagne présidentielle en 2022 d'Éric Zemmour, dont elle est la compagne et l'une des principales conseillères. Elle est députée européenne depuis 2024 (liste Reconquête) et conseillère de Paris 16^{ème}.

Selon Wikipédia, Le Monde rapporte le témoignage de nombreux mensonges effectués « les yeux dans les yeux », qui en font une personnalité « caméléon ».

Pourquoi cette note de lecture

Je me suis intéressé au programme de la gauche (voir [mes commentaires](#) sur « l'avenir en commun » de LFI), en regrettant de ne pas trouver l'équivalent côté RN. À défaut, « Le casse du siècle » est précis, avec renvois sur un [site internet](#) qui justifient les chiffres avancés. Il est sans doute proche, au plan mentalité, de ce que pourrait être un programme d'extrême droite.

Je me suis attaché à repérer les non-dits, aussi révélateurs que ce qui est dit.

Je n'ai pas relevé de manipulations dans les chiffres, ils me semblent sérieux et honnêtes.

Je termine par un florilège des propositions socialistes actuelles, qu'il est intéressant de comparer à celles de Sarah Knafo. Il y a souvent totale opposition.

Mes commentaires personnels sont en petits caractères.

Introduction, tonalité

L'introduction affirme que livre ne dénonce pas, ne s'indigne pas, mais enquête sur différents sujets. Pour moi, il suscite chez le lecteur non pas une réflexion sereine, mais la colère, la révolte, qui sont des ingrédients majeurs pour susciter des votes aux extrêmes. Il est dit plus loin : *j'affirme qu'il ne faut plus se contenter de s'indigner. Notre indignation est ô combien justifiée. Mais ce qui est fait est fait. Ce qui est passé est passé. Il est trop tard pour l'indignation.*

Enquêter, pour l'auteure, c'est reconstituer les faits, chiffrer le préjudice, identifier les responsables, faire que justice soit rendue. Au fil du livre, il y a aussi 15 propositions susceptibles de s'intégrer dans un programme électoral 2027.

Où va l'argent ?

Oui, quand l'employeur débourse 3922 €, il ne reste à Nicolas Durand, salarié moyen, après cotisations et IR, qu'environ 2079 €. L'écart – ce que prend l'État – est qualifié de casse. Alors que la gauche veut toujours plus d'État et de dépenses, l'auteure exprime un point de vue opposé.

Les questions essentielles sont : sur quels sujets l'État est-il plus efficace que le privé ? Comment augmenter l'efficacité de l'ingérable « mille-feuille » ?

Des anomalies sont prises en exemple, telle la double taxation de la « CSG non déductible », ou de la taxation de la dépense obligatoire « complémentaire santé ».

Mais s'agissant de cette dernière, le coût du double traitement des dossiers médicaux n'est pas mentionné, encore moins la manière de l'éviter : une sécu universelle ou une privatisation totale ?

Les lois de l'enquêteur

Elles sont un rappel de bon sens de ce que les discours de gauche taisent :

1. *Vous êtes la seule ressource de l'État.* Le niveau réel d'imposition, c'est ce que dépense l'État, que l'on paye sous forme de taxes, d'inflation, ou de dette.
2. *Le pouvoir d'achat n'est pas l'argent que l'État vous donne, mais celui qu'il ne vous prend pas.* Quand l'État prend 100 pour redonner, il rend 70 ou 80 : la machine bureaucratique se sert au passage. Les « cadeaux » des politiciens nous ruinent.¹
3. *Ce n'est pas parce que l'État dépense plus que vous obtiendrez davantage.* De fait, trop souvent (toujours ?), les politiques vantent leurs actions par les dépenses qu'ils engagent, et non par le résultat obtenu : un meilleur enseignement, moins de délinquance, moins d'attentes à l'hôpital...

La victime

Dans ce chapitre qui invite à la colère (*On vous vole la moitié de votre vie*), l'auteure critique les **droits de succession** (*le casse continue jusque dans la tombe*), atténués à juste titre, mais pour certains seulement, par le pacte Dutreil.

Le message « pas touche à mon patrimoine » n'est assorti d'aucune proposition alternative (autre que la croissance, citée plus loin) pour faire face à la dette.

Les preuves

1. **Dans le domaine médical**, la bureaucratie coûte cher et complexifie l'existence des soignants. L'auteure cite la décentralisation réussie à l'hôpital de Valenciennes et souhaite sa généralisation. *Le pôle administratif y représente 5 % du budget, contre près de 30 % ailleurs en France.*

La question privé / public et complémentaires / SS n'est pas abordée.

2. **Face à la baisse du niveau scolaire** : transmission, mérite et autorité. Non à l'endoctrinement sur les sujets idéologiques du moment, aux interventions des associations militantes, aux innombrables observatoires, comités, missions et conseils qui étouffent l'Éducation nationale sans rien produire. Oui au libre choix public / privé, il faut supprimer le plafond 80/20.

Sur ce thème, et sauf la revalorisation des salaires d'enseignants, la visée est opposée à celle de la gauche.²

¹ Par exemple, le RGDU (réductions de cotisations sur les bas salaires) semble être un cadeau de 65 Md€ aux entreprises. Son remplacement par des cotisations plus faibles éviterait une lourde charge de gestion, du côté de l'État comme des entreprises. Sarah Knafo évite de citer un tel exemple, qui l'obligerait à s'engager sur ce sujet politiquement délicat, celui du mur du SMIC.

² Voir le [point de vue de l'IREF](#) sur l'endoctrinement de gauche à l'Éducation nationale.

3. **Insécurité.** Simplifier les procédures, réduire la paperasse, éviter que des règles absurdes ne puissent annuler un dossier juridique pour un vice de forme. Construire d'urgence de nouvelles prisons. Expulser les 19 000 prisonniers étrangers.¹

4. **Immigration.** Elle est contre-productive pour l'économie, qui ne fait pas l'effort d'une meilleure productivité en faisant appel à la solution de facilité d'une main d'œuvre facile. Les étrangers sont davantage au chômage ou délinquants que la moyenne. Les aides familiales, sociales et médicales doivent être réservées aux français. Les freins à l'application des OQTF doivent être levés. La politique migratoire (500 000 immigrés légaux chaque année) ne doit pas être réformée, mais stoppée.² C'est le mécanisme classique de la désignation d'un bouc émissaire pour susciter une unité contre l'ennemi choisi – qui n'est évidemment pas responsable de la situation où nous sommes.

5. **Énergie.** Le prix de l'électricité a quasi doublé depuis 10 ans. Avec l'arrêt de Superphénix, Lionel Jospin a jeté à la poubelle 30 ans de recherches pour de la tambouille politicienne. En 2014, L'État a vendu les turbines Arabelle de Belfort à l'américain General Electric pour les racheter au prix fort dix ans plus tard. Fessenheim, fermé en 2020, aurait dû fonctionner encore vingt ans. Le soutien aux énergies intermittentes coûte 11 Md€ par an au contribuable, pour financer du photovoltaïque chinois et de l'éolien danois, sans aucun gain sur le CO₂. La France doit privilégier le nucléaire, et cesser de subventionner les énergies intermittentes.

La gauche est largement responsable des décisions catastrophiques qui ont été prises depuis 15 ans.

6. **Industrie.** Le principe de précaution est devenu un principe de paralysie. Il faut supprimer les impôts de production (CVAE, C3S et CFE, soit 16 Md€), baisser les impôts sur les revenus d'activité, simplifier les normes, ne jamais durcir une directive européenne.

7. **Numérique.** L'innovation technologique ne vient pas de l'État. L'Administration doit renoncer aux projets technologiques d'État (plus de moteur de recherche public, pas de suites bureautiques ou d'IA d'État³), et réserver sa commande publique à nos entreprises. L'épargne des Français doit être orientée vers le capital-risque national plutôt que vers le logement social.

Entreprenariat. La richesse de la France ne naît pas dans les ministères. Sans entrepreneurs, il n'y a pas de redistribution, il n'y a qu'un partage de la pauvreté.

La dette. Elle n'est pas une bombe à retardement, elle agit déjà.

Aucune amorce de solution sérieuse pour la dette.

Les suspects (à écarter)

Les milliardaires. Les Français fortunés sont assommés d'impôts. Les socialistes expliquent, que c'est parce qu'il y a des riches qu'il y a des pauvres. Voilà ma différence avec la gauche : elle veut moins de riches, je veux moins de pauvres. Confisquer les fortunes de Bernard Arnault, de Vincent Bolloré et de François Pinault (195 Md€) comblerait à peine une année de déficit et nous laisserait, l'année suivante, beaucoup plus pauvres et toujours aussi endettés.

¹ On trouve sur le [site de l'Assemblée Nationale](#) le chiffre de 89 091 détenus répartis sur 62 668 places, dont 21 424 de nationalité étrangère.

² Sarah Knafo semble ignorer les [statistiques détaillées du ministère de l'intérieur](#) : 377 000 primo-délivrance de titres de séjour en 2025, dont 31 % d'étudiants, avec une forte hausse des motifs humanitaires (Ukraine +248 %...).

³ Voir [lasuite.numérique.gouv.fr](#). De nombreux échecs de l'État dans le domaine informatique ont coûté des centaines de millions, mieux vaut ne pas recommencer.

Le marché. Notre Code du travail, tellement rigide et complexe, favorise l'ubérisation de l'économie. L'interdire, c'est aller vers pire : le travail au noir. Avant l'encadrement, les loyers parisiens augmentaient de 1,2 % par an. Depuis, ils augmentent de 1,8 %. Le marché dit une vérité que le politique refuse d'entendre : on ne décrète pas un prix, on ne vote pas l'abondance. Chaque fois qu'on a prétendu diriger l'économie, c'est le plus modeste qui a payé, en délocalisations, en loyers plus chers, en prix qui explosent et en logements disparus.

8. **Les retraités.** À cotisations égales, la capitalisation (avec un rapport moyen de 5 % par an) verse des pensions 3,5 fois plus élevées. Le système par répartition s'apparente à une épargne forcée, bloquée pendant quarante-deux ans, avec un rendement nul. Personne ne doit s'appauvrir dans la transition, ni les retraités ni les actifs. Le manque sera financé par la baisse de la dépense publique et la vente d'actifs, par exemple la vente de logements sociaux à leurs occupants¹. Éteindre complètement la répartition prendra plus de vingt ans.

UE. Son budget devrait être divisé par deux. La cotisation de la France baisserait de 14 Md€, c'est très peu par rapport aux 170 Md€ de déficit annuel. L'UE n'est pas seule à l'origine du casse. Elle en est une complice.

Mondialisation. La France est passée d'un excédent commercial de 7 milliards d'euros en 2000 à un déficit chronique, de l'ordre de 70 milliards aujourd'hui. L'asphyxie vient de l'intérieur : Les 39 heures payées 40. La retraite à 60 ans. Les lois Auroux. Le RMI. Les 35 heures. Les socialistes ont réussi le plus beau contre-cycle de l'histoire économique.

L'immigration. Le déficit public s'élève à 170 milliards d'euros, alors que le coût annuel de l'immigration est évalué à 41 milliards selon l'[Observatoire de l'immigration et de la démographie](#). Mettre fin à cette immigration est une condition nécessaire, mais non suffisante, pour redresser notre économie et nos finances publiques.

J'ai du mal à croire que stopper l'immigration puisse réduire le déficit de 41 milliards. D'autres études économiques (OCDE...) indiquent un impact global sur les finances publiques proche de zéro, car les immigrés travaillent, consomment et cotisent pour les retraites et la protection sociale. Un jeune de 20 ans souhaitant s'implanter en France pour y construire son parcours de vie nous fait un cadeau de 200 000 € (coût de la scolarité de 4 à 20 ans cad salaires des enseignants + chauffage et entretien des locaux). Quel que soit son pays d'origine, il a de grandes chances d'arriver avec un niveau scolaire meilleur que celui des autochtones (classement PISA).

La conjoncture. Ce qui dure cinquante ans n'est pas conjoncturel, mais structurel.

Le président.

Les Français. Le peuple n'est pas l'auteur du casse. Il en est la victime.

¹ La baisse des recettes futures (loyers) est oubliée.

Faites entrer l'accusé

La bureaucratie. Ce sont les bureaucrates qui rendent possible le communisme. Je dénonce l'esprit bureaucratique : le bureau A qui crée du travail pour le bureau B, qui envoie un formulaire au bureau C, qui demande un justificatif au bureau A. Le bureaucrate qui complique votre vie ne pense pas qu'il vous nuit. Il pense qu'il vous sauve. C'est ce qui le rend si dangereux. Le « bordel » pèse sur nous avec une incroyable autorité : il se comporte avec une arrogance insupportable et nous impose ses règles idiotes avec une brutalité d'autant plus scandaleuse qu'elles n'ont aucun sens. Le phénomène a tendance à prendre de l'ampleur si on le laisse vivre, car le but de la bureaucratie est de grandir. Abattre ce mur brique par brique est un sujet de fond. Il est essentiel de prendre conscience de la profondeur et de la complexité de ce système.

La dépense publique. Elle a atteint 1714 Md€ en 2025, 57 % du PIB, 234 Md€ de plus que l'année du Covid. Par pure inertie d'une machine incapable de freiner. Les dépenses des collectivités locales ont considérablement augmenté depuis les réformes ratées de la décentralisation, qui ont dédoublé les compétences à chaque étage et provoqué une explosion du nombre de fonctionnaires territoriaux. Il y a quatre façons de dépenser de l'argent. Le vôtre pour vous : vous regardez au prix et à la qualité. Le vôtre pour autrui : vous surveillez le prix, moins la qualité. L'argent d'autrui pour vous : vous exigez la qualité, sans regarder au prix. Et l'argent d'autrui pour autrui : vous ne regardez plus rien. La folie dépensière de l'Administration n'est pas un bug. Elle est le logiciel.

L'UGAP est censée mutualiser les commandes pour faire baisser les prix. En pratique, c'est l'inverse qui se produit. Si le spécialiste des achats en est là, que penser des achats des autres administrations ? Le report des crédits non consommés est incertain, d'où la gabegie de fin d'année.

La France verse 14 Md€ d'aide au développement, alors que la France est près de deux fois plus endettée que les 54 pays africains réunis. Le directeur de l'AFD (2650 employés) est payé 17 500 € par mois.

Les structures sont innombrables. Faut-il un [conseil national du bruit](#) ? Un ministre des sports, du logement, de la jeunesse, de l'égalité, de la cohésion territoriale ? Le Conseil économique, social et environnemental et les CESER ? La liste des observatoires, missions, conseils et instances qui se sont sédimentés depuis quarante ans est interminable et personne, pas même leur créateur, ne sait plus dire à quoi ils servent.

L'Ademe (1000 salariés) est contre-productive. La moitié des dossiers MaPrimeRénov' déposés sont refusés pour vice de forme¹.

Il faut accepter que des activités historiquement légitimes peuvent et doivent désormais relever du privé. Sans peur. Sans drame. Sans idéologie.

La mission historique de France Travail (22 000 personnes sur 55 000 collectent les offres des entreprises pour les mettre en relation avec les demandeurs d'emploi) a été rendue obsolète par internet. Seuls 13 % des demandeurs d'emploi retrouvent un travail grâce à France Travail.

La raison d'être du service public de l'audiovisuel a disparu.

9. Il faut baisser les impôts en même temps que les dépenses (et non pas baisser seulement les dépenses, méthode du FMI). Alors on libère l'économie, on augmente le pouvoir d'achat, on permet l'investissement, et la croissance revient.

Proposition : supprimer la CSG, qui rapporte 87,5 Md€. ²

¹ C'est ce qui m'est arrivé.

² Cela fait penser à la suppression de la taxe d'habitation qui a contribué à la victoire d'E. Macron en 2017 : une surenchère de promesses démagogiques payées par l'État (par la dette) dont nous sommes finalement les victimes.

Le chiffrage des économies (baisser les dépenses) doit être établi avant l'élection : méthode du budget à base zéro. Promettre un audit une fois élu est une arnaque.

Il ne faut pas réformer France Travail, mais la fermer. La mission d'indemnisation mobilise plus de 7000 agents parce qu'il faut une armée pour appliquer des règles complexes. Il faut les simplifier pour automatiser.

Dans un tableau d'économies annuelles chiffrées à 130 Md€ et non exhaustives, je relève :

- Non remplacement en 5 ans de 800 000 fonctionnaires, sur 2,3 millions de départs naturels.
- Limitation des aides (RSA, APL, AF...) aux citoyens français.
- Limitation du RSA à trois ans pour ceux qui sont en capacité de travailler.¹
- Fin de l'engagement de soutien public aux énergies renouvelables intermittentes.
- Fin de la politique de la ville.
- Suppression de l'Anah, de l'Ademe, de la mission de mise en relation entre offre et demande d'emploi de France Travail.
- Suppression des ARS. Suppression de l'Arcom, du Conseil national du bruit, du Haut Conseil à l'égalité, de l'observatoire de la laïcité, du Haut Comité pour le logement... Suppression du CESE et des CESER.
- Suppression de l'AFD et de l'aide publique au développement.
- Fin de la gratuité des études pour les étudiants étrangers. Fin de l'AME. Interdiction de l'hébergement d'urgence aux étrangers en situation irrégulière. Aide juridictionnelle réservée aux Français.
- Privatisation de l'audiovisuel public. Suppression des subventions aux associations politisées, à la presse, aux syndicats.

Tout devient possible en désarmant la machine à dépenser : baisse massive des impôts, fin du déficit, remboursement progressif de la dette, enrichissement collectif des Français.

10. **Le clientélisme.** 23 Md€ financent les associations, dont 1 Md€ pour l'aide aux migrants. La Cimade a touché 6,5 M€ en 2022, et a attaqué l'État en justice plusieurs fois. L'argent public est détourné pour récompenser les votes à gauche. Des règles simples et transparentes, automatiques, empêchent la corruption (exemple de l'attribution des places en crèches ou des logements sociaux).

11. **Combien d'agents publics ?** Sur les 5,9 millions d'agents publics, combien exercent réellement ces missions essentielles ? Environ 870 000 enseignants, tous niveaux confondus. Environ 270 000 militaires. Environ 250 000 policiers et gendarmes. Environ 42 000 pompiers professionnels. Environ 9 000 magistrats. Environ 750 000 personnels soignants hospitaliers. Au total, 2,2 millions d'agents. Les autres administrent l'Administration.

Au ministère du Travail, 1 298 agents sont mobilisés pour « prévenir et prévoir l'impact des restructurations économiques ».

Sur les 100 000 salariés que compte l'AP-HP, 30 000 exercent une fonction administrative.

En 2025, le cabinet de la maire de Paris comptait 236 personnes : plus que le cabinet du président de la république. La Ville emploie 400 personnes pour sa communication.

Le nombre d'agriculteurs est passé de 1,2 million en 1980 à 400 000 aujourd'hui. Sur la même période, les effectifs du ministère de l'Agriculture sont passés de 18 000 à 36 000.

La Banque de France ne gère plus le franc et emploie 10 000 salariés. La Banque d'Angleterre gère la livre sterling avec 5000 salariés.

Seuls douze fonctionnaires de l'État ont été licenciés pour insuffisance professionnelle en 2024. Ils sont intouchables.

¹ Cette non inconditionnalité va coûter cher en fonctionnaires chargés de déterminer qui est en capacité de travailler.

Comment faire ? Dans les administrations qui exercent des missions essentielles, on remplace les départs. Là où l'on manque vraiment de monde, ce qui est rare au regard de la masse globale, le besoin sera couvert. Mais dans les autres administrations, on ne remplace pas. Pas un sur deux. Pas un sur trois. Pas du tout.

L'IA pourrait permettre d'économiser au minimum 5 milliards d'euros par an.

12. Les normes. Des dizaines de milliers de fonctionnaires sont formés et récompensés pour produire de la norme, jamais pour en supprimer. Chaque ministre veut son nom sur une loi, chaque député veut son amendement. Chaque drame médiatisé produit sa loi. Le volume du droit français a doublé en vingt ans, passant de 25 à 48 millions de mots.

Le Code du travail français compte plus de 4 000 pages. Le Code du travail Suisse compte 49 pages, sans chômage ni exploitation des travailleurs.

Les 2600 pages du Code de l'urbanisme découragent la construction, et il n'est qu'un code parmi 78.

Selon l'excellente Fondation Ifrap, le coût total de la complexité administrative atteint environ 100 Md€ par an. Une simple norme peut détruire une filière tout entière, comme avec l'interdiction des néonicotinoïdes par la France, alors que même l'Union européenne ne l'exigeait pas. Les rendements se sont effondrés et les sucreries ont fermé. Vous trouverez souvent le même schéma : normes énergétiques DPE qui rendent les logements anciens invendables, normes antipollution sur les véhicules utilitaires qui ruinent les artisans, normes phytosanitaires qui détruisent l'agriculture française, normes financières qui paralysent les banques régionales.

Nous n'avons pratiquement plus d'usines, mais nous avons augmenté le nombre d'inspecteurs du travail de 50 %.

Avec moins de dix juristes triés sur le volet et une équipe d'ingénieurs, il nous est possible de passer en revue, code par code, l'intégralité du droit français, chaque article, chaque doublon, chaque contradiction, les redondances, les obsolescences. Sur la base de cette cartographie, nous pouvons considérablement alléger le droit, dans chaque domaine, avant de proposer le fruit de ce travail au vote. Le Parlement devrait consacrer six mois sur douze à évaluer et à supprimer les normes existantes.

Le mille-feuille social français compte plus de 1 200 dispositifs d'aides différents, gérés par des dizaines d'organismes, avec des règles incompréhensibles, des conditions contradictoires et des effets de seuil absurdes. Travailler au SMIC peut être moins rentable que de ne pas travailler.

13. La fraude sociale détectée est passée de 1,2 Md€ en 2020 à 2,9 Md€ en 2024. Fraudes et erreurs pourraient atteindre 13 à 14 Md€ par an.

Près d'un allocataire sur six perçoit le RSA sans discontinuer depuis plus de dix ans, et environ 40 % en bénéficient depuis plus de trois ans.

Nous devons saisir les prestations de ceux que la justice a condamnés à des amendes qu'ils ne paient pas.

14. Endoctrinement. Pour voler à ce point, il a fallu un univers favorable. Un récit officiel. Une idéologie partout. Des médias acquis. Une culture aux ordres. Des leviers d'influence dans les sphères institutionnelles. Sans tous ces relais, le casse aurait été démasqué depuis longtemps. Avec eux, il est devenu invisible.

Quasiment partout, les socialistes tiennent les manettes. Pour un parti qui pèse 1,75 % dans les urnes.

Une idée fausse, répétée pendant quarante ans à des générations entières, finit par devenir une évidence. Le casse s'est protégé de toute critique sérieuse en criminalisant toutes les questions qui méritent d'être posées. « Le modèle social français est envié. » « Les services publics ne fonctionnent pas parce qu'on n'y met pas assez d'argent. » « Les riches doivent payer davantage. » « Les dividendes sont du vol. » « Les patrons s'enrichissent sur le dos des salariés. » « Le travail, c'est l'aliénation. » « La dette n'est pas un problème, il suffit de l'annuler. » « Réduire la dépense publique, c'est casser la solidarité. » « L'austérité tue. ». La gauche a réussi à faire passer le simple bon sens pour un « ultralibéralisme sauvage ».

L'école française, qui accorde des heures à l'éducation au développement durable, à l'éducation à la sexualité, à la citoyenneté européenne, à l'égalité filles-garçons, ne consacre rien à l'apprentissage du commerce, de l'entreprise, de la création de richesse.

Prenez la grande revue conseillée, voire imposée, par la majeure partie des enseignants : Alternatives économiques, revue fondée dans la mouvance de la deuxième gauche, dont la ligne éditoriale n'a jamais été cachée : critique du capitalisme, défense par principe de la dépense publique, méfiance vis-à-vis de l'entreprise privée, valorisation systématique de l'État régulateur. Cette revue est utile pour qui veut connaître la pensée économique de la gauche française contemporaine, mais elle est utilisée à l'école publique comme une revue neutre.

La France forme chaque année des dizaines de milliers de diplômés en sciences sociales, sociologie, sciences politiques, dont une grande partie ne trouvera pas de débouché professionnel correspondant à sa formation. C'est une fabrique de révoltés, financée par le contribuable. Il faut un *numerus clausus* sur les filières en sur-effectif. L'université Française s'est coupée de l'entreprise.

15. Audiovisuel. La manne du CNC (700 M€ par an) est détournée pour financer des films qui mettent en scène les obsessions de la gauche culturelle, qui ne trouvent quasiment jamais leur public. L'idéologie est le premier producteur de navets. Le contribuable n'a pas à financer les convictions de quelques-uns. D'où la nécessaire privatisation de l'audiovisuel public. L'Arcom est l'un des bras armés de cette politique à la télévision. Il faut la supprimer.

Les objections

Pour réussir, il faut un mandat légitime, un programme clair, un chiffre transparent en amont.

Il faut une légitimation par référendum.

Il faut une équipe. Dix ministres, pas trente. Pas des politiciens, mais des professionnels.

Il faut aller vite (6 mois). Pour cela, il faut être entré dans le détail avant l'élection.

Quand un nouveau président arrive au pouvoir, il a la possibilité de remplacer les directeurs d'administration centrale par des hommes et des femmes alignés sur son programme. J'identifie 70 postes stratégiques. Le directeur général des Étrangers en France sera ainsi jugé sur le taux d'exécution des OQTF. Le directeur général de la Police nationale sur la baisse des violences aux personnes. Le directeur du Budget sur la trajectoire effective de la baisse des dépenses publiques.

La France doit nommer à Bruxelles des représentants durs, rompus aux rapports de force, qui défendront les intérêts français en premier.

Les grandes ruptures doivent être soumises au peuple par référendum. Et chaque rupture approuvée par le peuple aura, dans notre ordre juridique, une force que rien ne pourra contester.

Si la CGT décide de bloquer les trains, elle ne bloquera plus un président isolé dans son bureau de l'Élysée, mais le peuple français qui aura voté massivement pour les ruptures qu'elle veut empêcher.

La fin du casse sera populaire. Pas malgré les ruptures qu'elle porte, mais grâce à elles. Parce que pour la première fois depuis quarante ans, ce sera à l'Administration de faire les efforts nécessaires pour permettre aux Français de s'enrichir.

Parmi les sujets non abordés

Les retraites par répartition – résiduelles si on passe à la capitalisation : âge de départ, actualisation, multiplicité des régimes, pénibilité, réversion, ASPA...

L'individualisation du système socio-fiscal.

La simplification des cotisations sociales.

Les niches fiscales.

La simplification des AF, aides et impôts (revenu universel ?).

Les dépenses militaires et les dépenses écologiques.

L'endoctrinement par l'omniprésence de la publicité, pilotée par les « milliardaires ».

Florilège de propositions socialistes (au 5/9/2026)

Porter le SMIC à 1690 € net (+13,4%).

Augmenter le traitement des fonctionnaires.

Imposer une échelle de salaires de 1 à 20 dans les entreprises.

Créer un observatoire des personnes mortes au travail.

Former obligatoirement les nouveaux managers à la prévention des risques psychosociaux.

Créer une Caisse de sécurité sociale des indépendants précaires

Plafonner le nombre de micro-entreprises qu'un donneur d'ordres peut mobiliser comme prestataire et surveiller le respect de la rémunération minimale.

Renforcer le service public de l'emploi, en renforçant France Travail.

Favoriser la réduction progressive du temps de travail.

Création d'un Compte Épargne Temps Universel.

Après l'abrogation de la réforme Borne, et en lien avec les partenaires sociaux, nous défendrons l'existence du régime par répartition.

Encadrer les prix de l'énergie et des loyers.

Création d'un fonds de soutien à la création de foncières commerciales locales.

Créer un statut national de « zone de protection commerciale ».

Instaurer une taxe anti-rente ciblant les multi-propriétaires.

Mettre en place des « chèques-soleil » (panneaux solaires).

Généraliser l'accès aux titres-restaurant à tous les salariés.

Rendre le Nutri-Score obligatoire.

Faire de l'éducation à l'alimentation, à la cuisine et au goût un apprentissage fondamental de la scolarité.

Faire de l'école un pilier de l'égalité face à l'IA.

Massifier la location sociale de petits véhicules électriques produits en Europe.

Nationaliser les autoroutes, qui resteront payants

Instaurer une écotaxe poids-lourds nationale.

Instaurer un « passeport carbone » qui permet la progressivité de la surtaxe sur les billets d'avion selon le nombre de trajets.

Créer un Small Business Act à la française, pour soutenir les PME, TPE et ETI grâce à la commande publique.

Le nucléaire autant que nécessaire, les énergies renouvelables autant que possible.

Planifier la montée en puissance des énergies renouvelables.

Faire évoluer les traités européens pour renoncer au modèle néolibéral. Refuser la marchandisation des services publics.

Création d'une Haute autorité de l'intégrité de la vie publique européenne.

Soutenir le journalisme d'investigation, via la création d'un fonds européen dédié.

Instaurer une taxation des flux de données numériques distribués sur le territoire français, au taux de 0,10 euro par gigaoctet, afin de financer l'infrastructure du réseau utilisé par les plateformes.

Avis personnel

En voulant moins d'État, moins de dépenses, moins de normes, plus de simplicité et de transparence, Sarah Knafo rejoint [mon point de vue](#) : c'est essentiel.

Les socialistes, au contraire, persistent à vouloir toujours plus de bureaucratie. Ils sont désespérants.

Mais je ne crois pas à la perspective financière présentée : moins de dépenses et moins d'impôts. Il est trop tard. La croissance espérée, à supposer qu'elle se réalise, ne pourra (après un délai) que grignoter le déficit et sûrement pas réduire la dette. Le marché financier va nous obliger à casser la tirelire, à prendre dans l'épargne des ménages.

Je crois encore moins au sérieux financier de la gauche, qui veut plus de dépenses financées par des procédés utopiques (annulation de dette, taxation des très riches...).

Sarah Knafo est sans pitié pour les étrangers (immigrés) et pour ceux qui touchent durablement le RSA. Elle ne nous prépare pas à ce qui va prochainement arriver : une forte cure d'austérité, qu'il faudrait affronter non pas dans la colère (la violence), mais dans la solidarité et la sobriété.

Dans quelle mesure Sarah Knafo est-elle mue par une ambition personnelle (pouvoir, argent) ou par une vision du bien commun ? Qu'est-ce qui serait mis en œuvre dans un programme irréaliste de ce genre ? Cette question, sans autre réponse qu'un passé qui nous a échaudé, se pose pour tous les candidats.

On trouve sur le site RN [22 mesures pour 2022](#) et [221 propositions référencées](#) (datant de 2024 ?). La dette n'est pas évoquée, il n'y a aucune vue d'ensemble financière.

Aucune de ces mesures ne vise la simplification administrative. De ce point de vue, le RN est aussi désespérant que la gauche. La réorganisation de l'État est un sujet complexe qu'il ignore. S'il était ajouté pour des raisons électoralistes, on pourrait douter de la volonté d'agir.

À l'extrême droite, l'orientation « moins d'État et de bureaucratie » de Sarah Knafo lui est donc propre.